

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Toucoing : Trois mois... Six mois... Un an...

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanvorbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Beghin, libraire, rue Grande-Chaussée ; A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

DIRECTEUR-GERANT : J. MEROUX

Le Nord de la France

ROUBAIX, 2 DÉCEMBRE 1870

Voir aux dernières nouvelles

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Tours, 1er décembre, 4 h. 12 m. Officiel. — Une embuscade de francs-tireurs de la forêt de Montargis a surpris hier les éclaireurs ennemis, qui ont perdu 12 hommes et 6 prisonniers.

Tours, 1er décembre, 3 h. soir. Le général Ducrot a fait une sortie le 30 novembre avec plus de cent mille hommes. Il a traversé la Marne et a complètement réussi.

Tours, 4er décembre, 4 h. du soir. Dans la nuit du 29 au 30, l'ennemi retranché dans les maisons d'Etrépagny, fut attaqué par nos troupes et après une lutte acharnée fut contraint de fuir en tous sens.

Nous avons eu un capitaine grièvement blessé, cinq tués et quinze blessés. Les pertes de l'ennemi, quatre officiers tués, trois officiers prisonniers dont un supérieur, cinquante ou soixante tués, une centaine de prisonniers, un canon, trois caissons pleins, nombreux chevaux tués ou pris.

Dans le Loiret, l'ennemi attaquant Mézières, fut repoussé deux fois hier; trente-cinq prisonniers dont un officier. Dans la forêt de Montargis cinq éclaireurs tués, six pris par les francs-tireurs.

En Bourgogne, combat victorieux hier à Nuits, nous fimes quelques prisonniers.

Petits engagements avantageux à Riomagne (Ardennes) et près des Vosges. Pour copie conforme : Pour le préfet du Nord, Le secrétaire-général, A. BARON.

Londres, 30 novembre. La reine Victoria est arrivée à midi, à Chislehurst, pour faire une visite à l'impératrice Eugénie.

La reine est retournée à Windsor dans l'après-midi.

Tours, 30 novembre. Aucune communication officielle de l'armée de la Loire n'est arrivée ici; mais on assure que les nouvelles sont favorables.

Le Français dit que lord Lyons a communiqué hier au gouvernement français une proposition prussienne pour une conférence concernant l'affaire d'Orient.

Aucune réponse n'a encore été donnée. Une dépêche de Saint-Petersbourg annonce que la même communication y a été faite.

Voie d'Allemagne. Versailles, 29 novembre. (Officiel).

Le Roi à la Reine Augusta. Hier, le 6e corps a repoussé victorieusement une sortie au sud près de l'Hay.

Nous avons fait plus de cent prisonniers. L'ennemi a eu quelques centaines de blessés et de morts. Nos pertes s'élevaient à cent hommes.

Aujourd'hui a eu lieu une sortie importante vers l'Est contre les corps wurtembergeois et saxons, près de Bonneuil-sur-Marne, Champigny et Villers, qui ont été pris, mais qui, avant la tombée du jour, sont retombés en notre pouvoir à l'aide de notre 7e brigade.

En même temps, il y a eu vers le Nord et près de Saint-Denis, contre la garde et le 4e corps, de légères sorties.

Je n'ai pas pu quitter Versailles pour rester au centre. Il paraît que l'ennemi a compté sur une victoire près d'Orléans pour aller à la rencontre du vainqueur, ce qui n'a pas réussi.

GUILLAUME. Versailles, 30 novembre. Hier le 6e corps d'armée a repoussé victorieusement plusieurs attaques du 1er corps de la 2e armée de Paris.

Pendant toute la nuit les forts de Paris ont entrepris un feu excessivement vif. Ce matin l'ennemi a développé sur divers points de l'enceinte de Paris des

forces considérables entre la Seine et la Marne. Elles ont attaqué à 11 heures nos positions. Un combat acharné s'est engagé. La division wurtembergeoise et la plus grande partie de la 12e division, ainsi que des parties des 2e et 6e corps d'armée, y ont principalement participé de notre côté.

Le combat s'est prolongé jusqu'à 6 heures du soir. A cette heure, nos troupes victorieuses avaient repoussé l'ennemi sur toute la ligne.

Les autres détails manquent encore. Nos pertes dans la bataille d'Amiens, s'élevaient à 74 officiers et 1,300 hommes tués et blessés.

L'armée ennemie du Nord est en complète déroute. La citadelle d'Amiens a capitulé aujourd'hui après un court combat dans lequel le commandant a été tué.

400 prisonniers, 11 officiers et 30 canons sont tombés entre nos mains. Le général Werder annonce que la retraite de Garibaldi a dégénéré en fuite.

DÉPÊCHE OFFICIELLE

Tours, 1er Décembre.

Le ministre de l'intérieur aux préfets et Sous-Préfets

Sortie de Paris

La délégation du gouvernement a reçu aujourd'hui, jeudi 1er décembre la nouvelle d'une victoire remportée sous les murs de Paris pendant les journées des 28, 29 et 30 novembre.

Cette nouvelle avait été apportée à Tours par le ballon le Jules Favre descendu près de Belle-Isle-en-Mer.

A 4 heures, M. Gambetta, membre du gouvernement, s'adressant à la foule réunie dans la cour de la préfecture, a confirmé en ces termes la grande et heureuse nouvelle :

Chers concitoyens,

Après 72 jours d'un siège sans exemple dans l'histoire tout entière, consacrés à préparer, à organiser les forces de la délivrance, Paris vient de jeter hors de ses murs, pour rompre le cercle de fer qui l'étreignait, une nombreuse et vaillante armée préparée avec prudence par des chefs consommés, que rien n'a pu ébranler ni émouvoir dans cette laborieuse organisation de la victoire ! cette armée a su attendre l'heure propice et l'heure est venue !

Excités, encouragés par les fortifiantes nouvelles venues d'Orléans, les chefs du gouvernement avaient résolu d'agir, et tous d'accord nous attendions depuis quelques jours avec une sainte anxiété, le résultat de nos efforts combinés.

C'est le 29 novembre au matin que Paris s'est ébranlé.

Une proclamation du général Trochu a appris à la capitale cette résolution suprême, et, avant de marcher au combat, il a rejeté la responsabilité du sang qui allait couler sur la tête de ce ministre et de ce roi dont la criminelle ambition foule aux pieds la justice et la civilisation moderne.

L'armée de sortie est commandée par le général Ducrot qui, avant de partir, a fait, à la manière antique, le serment solennel devant la ville assiégée et devant la France anxieuse de ne rentrer que mort ou victorieux.

Je vous donne dans leur laconisme les nouvelles apportées par le ballon le Jules Favre, un nom de bonne augure et cher à la France, tombé ce matin à Belle-Isle-en-Mer.

Le 29 au matin la sortie dirigée contre la ligne d'investissement, a commencé sur la droite par Choisy, Hay et Chéville.

Dans la nuit du 29 au 30 la bataille a persisté sur ces divers points. Le général Ducrot, sur sa gauche, passa la Marne, le 30 au matin, il occupa successivement Mesly et Monmesly. Il prononce son mouvement sur sa gauche, passe la Marne, et adossé à la Marne se met en bataille à Champigny. L'armée passe alors la Marne sur huit points. Elle couche sur ses positions après avoir pris à l'ennemi 2 pièces de canons. L'affaire a été rapportée à Paris par le général Trochu.

Ce rapport, où l'on fait l'éloge de tous, ne passe sous silence que la grande part du général Trochu à l'action ; ainsi fit-

Turenne. Il est constant qu'il a rétabli le combat sur plusieurs points, en entraînant l'infanterie par sa présence.

Durant cette bataille le périmètre de Paris était couvert par un feu formidable, l'artillerie fouillait toutes les positions de la ligne d'investissement.

L'attaque de nos troupes a été soutenue, durant toute l'action par les canonniers lancés sur la Marne et sur la Seine.

Le chemin de fer circulaire de M. Dorian, dont on ne saurait trop célébrer le génie militaire, a coopéré à l'action à l'aide de wagons blindés faisant feu sur l'ennemi.

Cette même journée du 30, dans l'après-midi, a donné lieu à une pointe vigoureuse de l'amiral Larocque toujours dans la direction de l'Hay et Chevilly.

Il s'est avancé sur Longjumeau et a enlevé les positions d'Épigny au-delà de Longjumeau, positions retranchées des Prussiens qui nous ont hissé de nombreux prisonniers et encore 2 canons.

A l'heure où nous lisons la dépêche de Paris, une action générale doit être engagée sur toute la ligne.

L'attaque du sud du 1er décembre doit être dirigée par le général Vinoy. D'aussi considérables résultats n'ont pu être obtenus que par de glorieuses pertes : 2,000 blessés. Le général Renoult du 2e corps et le général La Charrière ont été blessés.

Le général Ducrot s'est couvert de gloire et a mérité la reconnaissance de la nation. Les pertes prussiennes sont très-considérables. Tous ces renseignements sont officiels car ils sont adressés par le chef d'état-major général Smith.

Pour extrait conforme.

LÉON GAMBETTA.

Le génie de la France un moment voilé reparait grâce aux efforts du pays tout entier, la victoire nous revient, et, comme pour faire oublier la longue série de nos infortunes, elle nous favorise sur presque tous les points.

En effet notre armée de la Loire a déconcerté depuis trois semaines tous les plans des Prussiens et repoussé toutes leurs attaques.

Leur tactique a été impuissante sur la solidité de nos troupes à l'aile droite comme à l'aile gauche.

Etraipagné et a été enlevé aux Prussiens et Amiens évacué à la suite de la bataille de Paris.

Nos troupes d'Orléans sont vigoureusement lancées en avant ; nos deux grandes armées marchent à la rencontre l'une de l'autre ; dans leurs rangs, chaque officier, chaque soldat sait qu'il tient dans ses mains le sol même de la patrie, cela seul les rend invincibles.

Qui donc douterait désormais de l'issue finale de cette lutte gigantesque ? Les prussiens peuvent mesurer aujourd'hui la différence qui existe entre un despote qui se bat pour satisfaire ses caprices et un peuple armé qui ne veut pas périr.

Ce sera l'éternel honneur de la République d'avoir rendu à la France le sentiment d'elle-même, et l'ayant trouvée abaissée, désarmée, trahie, occupée par l'étranger, de lui avoir ramené l'honneur la discipline, les armées de la victoire.

L'envahisseur est maintenant sur la route où l'attend le feu de nos populations soulevées.

Voilà citoyens, ce que peut une grande nation qui veut garder intacte la gloire de son passé, qui ne verse son sang et celui de l'ennemi que pour le triomphe du droit et de la justice dans le monde.

La France et l'univers n'oublieront jamais que c'est Paris qui, le premier, a donné cet exemple, enseigné cette politique et fond ainsi sa suprématie morale en restant fidèle à l'héroïque esprit de la révolution.

Vive Paris ! Vive la France ! Vive la République une et indivisible !

LÉON GAMBETTA.

Nous lisons dans le Courrier de l'Escaut :

Cologne, 30 novembre 1870.

Je sors un instant aujourd'hui du cercle ordinaire de mes informations, pour vous communiquer des renseignements plus intimes, acquis ou plutôt surpris par l'intermédiaire d'un ami comblant, qui veut bien me permettre d'utiliser ses indiscretions. Cet ami est intimement lié avec un personnage qui, sans appartenir au monde à ses grandes et ses petites entrées, haut monde, grâce à ses relations avec une autre personnalité, un prince en Europe, par son immense influence dans les sphères les plus élevées.

Cette personnalité, que je me bornerai à indiquer par ses initiales, le D. S... est le roi de la finance en Allemagne ; et quand je dis le roi, je ne dis pas assez, car son pouvoir n'admet aucune concurrence, pas même celle de Rothschild.

Vous dire par quelle voie et sur quel pied l'indiscret dont j'entends utiliser l'impudence de langue a été admis à Berlin dans les salons de ce nabab, serait superflu ; qu'il vous suffise de savoir que ces salons sont les premiers de la capitale, et que ce fut à un dîner, auquel se trouvaient toutes les illustrations féminines de ce temps-ci, que mon homme y fit ses entrées.

Entre autres célébrités, Mme de Moltke, la femme du major-général de l'armée Prussienne, brillait au premier rang, et l'indiscret dont il s'agit eut la chance sans pareille de se voir placer à table à côté de cette noble dame.

La conversation des convives à tout naturellement roulé sur les événements du jour, sur les victoires prussiennes, sur la prochaine capitulation de Paris et sur ce qui allait s'en suivre. De générale qu'elle était, cette conversation est devenue plus particulière, et entre Mme de Moltke et l'interlocuteur que j'ai en vue, a été posée la question dont, depuis Sedan, je ne cesse de m'occuper, celle de savoir avec qui la Prusse ferait la paix ?

Or, savez-vous ce que cette dame a confié sur ce sujet à son voisin de table ? Votre correspondant de Bruxelles vous l'a dit dimanche dernier en plaisantant ; il vous a dit, à titre de canard, que Napoléon III avait été vu à Versailles, qu'on l'avait même aperçu dans la voiture du roi Guillaume. Vous avez ri de l'invention et moi aussi. — Et cependant il se trouve aujourd'hui que cette invention n'en est pas une, car c'est cette nouvelle là même, c'est la présence effective de Napoléon III à Versailles, et sa parfaite intimité avec le roi de Prusse et le chancelier de Bismark que Mme de Moltke a révélée à son interlocuteur. C'est avec lui, a-t-elle dit, et avec lui seul que la paix sera discutée et signée. Napoléon rentrera à Paris avec le premier bataillon prussien qui franchira les barrières ; il sera réinstallé aux Tuileries, puis le tapis vert sera mis et on traitera.

Le projet est incroyable, mais il existe. — En relisant ce matin dans nos Annales parlementaires le compte-rendu des discours prononcés avant-hier au parlement fédéral, je m'aperçois que d'autres encore que M. de Moltke devaient avoir révélé son existence. Voici, en effet, ce que disait, ce jour-là, M. Colbe Love à propos de la prochaine conclusion de la paix : « Cette paix, disait-il, il nous en coûterait sans doute de devoir la conclure avec ce même Bonaparte, que chacun désigne comme l'auteur sinon unique, au moins principal de la guerre ; mais nos intérêts en cette circonstance, doivent l'emporter sur toute autre considération. — Et ces intérêts, chacun est d'accord aujourd'hui à les reconnaître, exigent impérieusement que la paix soit conclue au plus tôt. »

Quant à la date de sa conclusion, je puis encore, de par les renseignements intimes que me fournit mon ami, vous donner une indication qui a sa valeur. Dans une lettre écrite à sa femme, il y a une huitaine de jours, le général de Moltke annonce positivement qu'il sera de retour à Berlin, assez à temps pour célébrer la Noël en famille. Or, le retour du major général implique la terminaison complète de la campagne de France. Pour le 23 décembre par conséquent, si mon oracle dit vrai, et j'ai tout lieu de le croire, tout sera fini ; le Bonapartisme sera resté en France, et la paix signée. (!!!)

L'épreuve que nous subissons en ce moment n'est-elle pas assez grande ? L'abaissement de la France n'est pas un fait accompli ; il faut que nos ennemis le sachent !

Entre l'humiliation et la honte, il y a un abîme dans lequel aucune puissance humaine ne parviendra à nous faire tomber. Jamais Louis-Napoléon ne rentrera en France !

NOUVELLES D'ANGLETERRE.

(Correspondance particulière de l'Indépendance)

Londres, 30 novembre.

Notre gouvernement, agissant d'après les informations de M. Odo Russell, qui ne tarit pas d'éloges sur l'attitude conciliatrice que le comte de Bismark a prise au sujet de la circulaire du prince Gortschakoff, dénonçant

le traité de 1856, a adopté au dernier moment, vis-à-vis de la Russie, une politique qui paraît à celle-ci de sortir de l'impasse où elle se trouvait fourvoyée.

Par exemple, au dernier conseil des ministres, tel qu'il a eu lieu hier, il n'a plus été question d'accepter préalablement le gouvernement anglais le retrait de la circulaire en question. La réponse de lord Granville au second office du chancelier de Russie, laquelle est partie hier soir pour Saint-Petersbourg, ne parle pas de ce retrait. Il y a eu dit que l'ambassadeur n'est pas opposé à une conférence qui rendrait justice, non seulement à la Russie, mais encore à tous les pays qui ont participé au traité de 1856. Le gouvernement anglais présente à la Russie qu'il s'opposera par la force à toute violation de ce traité de la part de cet empire, et que si la Russie choisit de suivre la circulaire du prince Gortschakoff d'actes contraires aux stipulations en vigueur, elle le forait à ses risques et périls.

Evidemment les bons offices du comte de Bismark pour la Russie ont porté leurs fruits et donné plus de poids à l'opinion de ceux de nos ministres qui voient d'excellentes raisons pour ne pas faire la guerre à la Russie. Maintenant, la paix est dans les mains de cette puissance.

Toutefois, ce serait une grande erreur de croire que toutes les chances d'une guerre entre l'Angleterre et la Russie aient disparu. Et sans nous inquiéter si le comte de Bismark joue avec le prince Gortschakoff un rôle tant soit peu analogue à celui qu'il joua avec le gouvernement impérial de la France après la bataille de Sadowa, nous ne nous dissimulons pas que telles circonstances peuvent surgir qui nous placeraient dans l'alternative de faire la guerre ou de voir l'Angleterre humiliée et déshonorée. Le choix sera bientôt fait, croyez-le bien. Et ceux de nos ministres qui passent pour les plus pacifiques seraient les premiers, à l'exception d'un seul peut-être, à défendre, coûte que coûte, la foi des traités, à remplir leurs devoirs envers nos voisins et envers la postérité.

Il paraît que le gouvernement a décidé de ne publier le second office du prince Gortschakoff qu'avec la réponse que lord Granville y a faite, et lorsque le noble comte aura été informé par le télégraphe que cette réponse a été remise par sir Andrew Buchanan, entre les mains du chancelier de Russie. Je note le fait sans le commenter.

La reine a rendu visite aujourd'hui à l'impératrice Eugénie à Ghlsehurst ; cette visite a duré une demi-heure.

Le Times d'aujourd'hui confirme ce que je vous écrivais hier soir du projet attribué au comte de Bismark de restaurer l'empire par le concours des maréchaux et des 300,000 hommes prisonniers en Allemagne. On fait remarquer que ce n'est pas sans arrière-pensée que la garde impériale a été renforcée à Mayence et aux environs, aux portes de la France.

Le bruit court dans les clubs politiques que si la conférence s'assemble — et ce sera décidément à Londres — on y remettra sur le tapis la proposition de lord Russell, qui aurait voulu l'entrée libre des navires de guerre de toutes les nations dans les Dardanelles, le Bosphore et la mer Noire. Toutefois, l'entretien d'une flotte respectable dans ces parages nous coûterait de cinq à six millions sterling par an.

NOUVELLES DE RUSSIE.

Saint-Petersbourg, 26 novembre.

Le conflit dont semblait nous menacer l'interprétation donnée en Occident à la dépêche-circulaire du prince Gortschakoff dénonçant les stipulations du traité de Paris relatives à la position de la Russie dans la mer Noire, est considéré ici depuis quelques jours comme une chose tout à fait improbable. Je dois avouer que tout un ensemble de faits, les uns plus significatifs que les autres, semblent justifier cette recrudescence de tranquillité qui est devenu le trait principal de l'atmosphère politique au milieu de laquelle nous vivons pour le moment.

Je vais essayer de grouper les faits pour vous faire partager ma conviction.

Il y a d'abord des indices très-sûrs d'un apaisement de la part du cabinet de Saint-James. Son premier dépit ayant trouvé une issue dans la note assez raide de lord Granville à sir J. Buchanan, le gouvernement anglais semble vouloir s'en tenir là, tout en gardant son air courroucé pour empêcher le parti tory de se faire une arme du peu de succès de ses remontrances. A l'ambassade anglaise on essaie cependant toujours d'obtenir un simulacre de satisfaction, en faisant entendre à qui de droit qu'on accordera tout ce que l'on voudra à la suite d'une conférence internationale, pourvu que le cabinet russe revienne sur la forme trop absolue de sa déclaration. Mais j'ai de bonnes raisons pour croire que même sur ce point l'effort de la diplomatie anglaise échouerait devant la volonté bien arrêtée du souverain russe, singulièrement fortifiée par un incident politique d'une grande importance qui ne sera peut-être pas encore connu en Occident au moment où vous recevrez cette lettre et dont je vous garantis entièrement l'authenticité. Cet incident, le voici.

L'empereur Alexandre vient de recevoir une lettre autographe du président des